

# Contribution du GSI à la discussion sur la situation européenne

*La numérotation des paragraphes sert uniquement à faciliter la lecture du texte, il ne s'agit pas de thèses.*

## 1. Introduction

2. Depuis un siècle, les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. La bourgeoisie a fini d'étendre le capitalisme sur l'ensemble de la planète et, dès lors, la bataille s'est engagée pour la conquête de nouveaux marchés entre les puissances capitalistes, au détriment l'une de l'autre, au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est l'époque de l'impérialisme, époque des guerres et des révolutions, selon la définition de Lénine. Le capitalisme, qui avait tiré l'humanité des ténèbres de la féodalité et développé les forces productives à une vitesse et à un niveau sans précédent, est entré depuis la fin du XIXème siècle dans une phase de pourrissement dont la Première guerre mondiale a été l'éclatante révélation aux yeux du monde.
3. Avec le capitalisme pourrissant, chaque découverte, chaque invention a sa contrepartie de destruction et de régression. Des guerres de plus en plus destructrices se sont multipliées et le nazisme a constitué une sorte d'apogée dans l'horreur. Mais depuis, combien de millions d'humains sont morts dans des « conflits régionaux » qui ont scandaleusement enrichi les marchands d'armes, combien ont été les victimes programmées de la famine et des maladies nécessaires au maintien du taux de profit des transnationales de l'agro-alimentaire et de la pharmacie ?
4. En 1917, la révolution d'Octobre a signifié l'espoir pour l'ensemble de l'humanité, espoir trahi par la bureaucratie stalinienne qui porte en définitive la responsabilité écrasante de la survivance du système capitaliste. Malgré les immenses difficultés, la classe ouvrière a tenté de reprendre sa marche en avant pour le socialisme, contre la bureaucratie, confirmant la validité du programme de l'IVème Internationale.
5. Dès 1953, les travailleurs d'Europe de l'Est se sont levés contre la bureaucratie de Staline et de ses héritiers. En 1956 en Hongrie et en Pologne, en 1970 et 1980, de nouveau en Pologne, chaque soulèvement tend à remettre en cause le pouvoir de la bureaucratie et cherche la voie de la révolution politique, les ouvriers brandissent le portrait de Lénine face aux bureaucrates corrompus qui vont, alliés aux forces sociales les plus réactionnaires, s'engager dans la voie de la restauration du capitalisme.
6. La chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, est l'oeuvre de la classe ouvrière. Elle est le fruit de l'activité révolutionnaire des masses. Elle confirme le pronostique formulé pour l'URSS par Trotsky dès 1936 dans *La révolution trahie* : ou la classe ouvrière dotée d'un parti révolutionnaire prolétarien renversera la bureaucratie et se saisira de l'ensemble des leviers de la société redonnant à la révolution socialiste une nouvelle impulsion décisive, ou bien la bureaucratie marchera à la restauration du capitalisme.
7. La chute du Mur de Berlin confirme aussi un élément déterminant de l'analyse de Trotsky : le caractère frauduleux, mensonger, de l'affirmation de Staline selon laquelle il est possible de construire le socialisme dans un seul pays. Comment, dans un monde unifié par le capitalisme au cours des XVIII et XIXème siècles, serait-il possible de construire le socialisme à une échelle qui ne serait pas la planète entière ? Comment, dans ce cadre étroit, serait-il possible d'assurer un développement illimité des forces productives, de poser les bases de la disparition des classes sociales et donc l'Etat, alors que le capitalisme continuerait à régner sur plus de la moitié de l'humanité et ne renoncerait jamais à son entreprise contre révolutionnaire ?
8. La « théorie » du socialisme dans un seul pays, si vaste fut-il, revient à admettre le maintien du capitalisme au moins sur une partie de la terre et donc renoncer à la révolution mondiale. Pire, cette « théorie » revient à laisser une possibilité de restauration capitaliste dans la « patrie du socialisme ».
9. En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, en l'absence du parti mondial de la révolution socialiste, la bureaucratie stalinienne est allée jusqu'au bout de sa dynamique en s'alliant avec l'Eglise et les gangsters capitalistes pour rétablir la propriété privée des moyens de production et d'échange là où, au moins partiellement, elle avait été abolie.

## 10. Les conséquences de la chute du Mur de Berlin

11. Outre l'éclatement de l'URSS, la chute du Mur de Berlin a eu pour la classe ouvrière deux conséquences dialectiquement liées. La première est une désorientation partielle du fait de la « social-démocratisation » des PC<sup>1</sup> et de leurs relais syndicaux, voire de leur éclatement pure et simple. Ces partis, ayant usurpé la direction de la classe, cette dernière ne pouvait qu'être désorientée au moins un temps.
12. Mais la fin de la bureaucratie stalinienne, c'est la seconde conséquence, faisant disparaître un frein absolu à l'activité révolutionnaire des masses, leur redonnant immédiatement une liberté d'action qui pouvait leur permettre de se réorganiser et de repartir à l'offensive. Toutefois, en l'absence d'un parti révolutionnaire, encore une fois puisque c'est l'élément déterminant, les capitalistes, leurs valets staliniens sociaux-démocrates et les satellites de ceux-ci ont tenté

---

1 P. Mauroy, alors président de « l'internationale socialiste », ne manque pas une occasion de se vanter d'avoir obtenu l'adhésion de 40 partis « communistes » à la IIème internationale...

de se saisir de la désorientation de la classe ouvrière pour lui porter des coups et pour construire de nouveaux obstacles à l'activité révolutionnaire.

13. Au tournant des années 80-90, la période de désorientation est mise à profit par l'impérialisme et lui permet ainsi d'accélérer considérablement l'offensive qu'il a lancée dès les années 70 pour tenter de surmonter la crise structurelle qui le menace suite à la fin de la période des « trente glorieuses ». La stratégie qui a permis à la bourgeoisie d'acheter une certaine paix sociale sur la base d'un accord contre-révolutionnaire avec les bureaucrates, en lâchant beaucoup par peur de tout perdre, a trouvé ses limites dans le milieu des années 60.

#### 14. L'offensive capitaliste

15. En effet, autour de 1964-66, la « reconstruction » se termine, la baisse du taux de profit, de tendancielle menace de devenir réelle, le capitalisme entre à nouveau en crise et tente de surmonter celle-ci par une remise en cause des acquis ouvriers et démocratiques, remise en cause qui débouche, au début des années 80, sur la généralisation des contre-réformes néo libérales. C'est aussi à ce moment que le FMI (Fond Monétaire International) et la Banque Mondiale achèvent de mettre en place un nouveau carcan sur le dos des pays coloniaux et semi-coloniaux qui va permettre de les mettre en coupe réglée sous prétexte de paiement de leur dette extérieure.
16. Ce carcan est complété par une offensive dont l'Afrique dans son ensemble a été en quelque sorte le « banc d'essai » qui consiste à resserrer le dispositif impérialiste et néo-colonial dans les zones économiquement intéressantes pour lui, transformées en véritables forteresses alors que « le reste », c'est à dire l'essentiel du continent est laissé à la dérive voué à la famine et aux épidémies qui ont fait s'effondrer l'espérance de vie à la naissance de certains pays de plus d'un tiers ! A titre d'exemple, du fait du SIDA essentiellement, le Zimbabwe est passé de 69 ans à moins de 40 ans en deux décennies seulement !
17. Malgré cette remise en cause généralisée des droits des travailleurs sur l'ensemble de la planète et la barbarie dans laquelle le capitalisme plonge le monde, ce dernier ne peut surmonter ses propres contradictions. La crise est belle et bien structurelle comme le montre les derniers éléments, à savoir la spéculation sur les matières premières et notamment le pétrole, les métaux ou les produits agricoles essentiels, la multiplication des crises financières en Asie et aux Etats-Unis, l'inflation et la récession économique que même les analystes bourgeois commencent à reconnaître. La « croissance économique », calculée sur la base de l'indicateur bourgeois PIB, ralentit dans tous les pays industrialisés et ne se maintient que grâce aux secteurs les plus parasitaires et à la fuite en avant dans le crédit. Cependant, ce sursis touche à sa fin, comme le montre la crise des « subprimes ». La financiarisation de l'économie, la masse gigantesque de capital fictif, le surendettement, l'absence de nouveaux débouchés sont tels que le capitalisme n'a plus de portes de sorties, si ce n'est l'enfoncement de la classe ouvrière dans la misère, voire le recours à la guerre, c'est à dire une destruction massive et brutale des forces productives.
18. Dans le même temps, on assiste à un processus contradictoire, certes pas nouveau, mais qui acquiert désormais un relief particulier : la revendication nationale tend à être instrumentalisée systématiquement par l'impérialisme qui peut tenter de susciter des « mouvements indépendantistes » dans les zones qu'il convoite, c'est ce que démontrent les tentatives autour du pétrole en Patagonie (Argentine) ou autour du gaz dans la région de Santa Cruz en Bolivie.
19. Cela ne remet pas en cause la position de Lénine et de Trotsky à propos du droit des peuples à disposer d'eux mêmes, au contraire : au delà du caractère déterminé, résolu, de la lutte de tel ou tel peuple pour son indépendance, la possibilité d'émergence de nouvelles nations à l'époque de l'impérialisme est liée à « l'accord » de tel ou tel secteur de l'impérialisme.
20. Ceci qui nous amène à rappeler que le soutien des révolutionnaires à la lutte de libération nationale doit être l'occasion de réaffirmer que **seul le socialisme peut être le cadre d'une indépendance complète**, que les nationalistes bourgeois et petit bourgeois sont incapables d'imposer l'indépendance complète car ils refusent de rompre avec l'impérialisme. Notre politique doit donc contribuer à les démasquer et doit prendre appui sur la revendication nationale, revendication démocratique bourgeoise, pour mobiliser les plus larges masses en vue de la révolution socialiste.
21. La période qui s'ouvre au milieu des années 80 voit aussi les tensions inter-impérialistes s'aiguïser de plus en plus. La « mondialisation financière » est le nom de la nouvelle division internationale du travail qui se met en place sous l'égide des principales puissances impérialistes. Elle correspond à la pleine réintroduction des ex-états ouvriers dégénérés dans le marché mondial dont l'épisode le plus sanglant a été l'éclatement de la Yougoslavie. Cette période voit aussi s'accroître à un rythme inégalé, la pyramide de capital fictif qui aboutit à des crises boursières de plus en plus fréquentes, larges et dévastatrices.
22. Lesdites crises ne pouvant être surmontées que par de nouvelles mesures de sauvegarde du taux de profit, la création de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), qui succède au GATT (Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce), correspond à une nouvelle offensive impérialiste en direction des colonies et semi-colonies qui, sous prétexte d'ouverture des marchés, aboutit à la destruction des productions locales, au profit des transnationales.
23. Cependant, au milieu des années 90, des signes qui vont aller en s'amplifiant montrent que la classe ouvrière, les paysans pauvres et les peuples opprimés résistent à l'impérialisme et repartent à l'offensive. C'est ainsi qu'apparaît, dans le monde entier et bien qu'à des rythmes différents, une montée des luttes et de l'activité révolutionnaire des masses, avec des pointes avancées en Amérique du Sud et au Proche Orient. Mais aucun continent n'est à l'écart des

affrontements de classes, même si souvent, en l'absence d'un parti révolutionnaire, des organisations centristes, nationalistes bourgeoises ou petites bourgeoises sont amenées à prendre la tête de ces mouvements pour mieux les amener à la défaite, dès que la situation y sera favorable. Mais voilà, l'UE (Union Européenne), instrument déterminant de l'impérialisme, est elle aussi en crise.

24. La réunification de l'Allemagne a signifié la réunification de l'Europe divisée à Yalta et à Potsdam par la volonté conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne, avec comme premier objectif d'éviter le déferlement de la révolution socialiste suite à l'effondrement du nazisme et des régimes associés à lui en Europe et dans le monde. Un tel mouvement révolutionnaire aurait signifié un danger mortel pour l'impérialisme et pour la bureaucratie stalinienne.
25. En Europe de l'Ouest, la constitution, en 1957, de la CEE (Communauté Economique Européenne), sur les bases de la CECA (Communauté Economique du Charbon et de l'Acier), du traité Euratom (Communauté européenne de l'énergie atomique), et sous l'égide de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) est bien une des institutions nées directement de l'ordre de Yalta. Avec le « marché unique » puis l'« Union Economique et Monétaire » (Maastricht) avec l'arrivée de l'Euro sous-tendu par une politique monétariste, l'impérialisme tente de conjurer la crise dont l'Europe, et donc la CEE, est le centre au moment de la chute du Mur de Berlin, ne serait-ce que par l'élargissement de facto à l'ex-RDA (République Démocratique d'Allemagne).
26. Depuis, les différentes conceptions de l'Europe qui s'affrontent, montrent à quel point la question est explosive, et la tentative d'imposer une « constitution » à l'UE s'est vite heurtée au double « non » français et hollandais dont l'impact a été immense. Le double « non » a permis une clarification du débat entre les différentes conceptions bourgeoises ou petites bourgeoises à propos de l'Europe et il a aussi ouvert la voie à une alternative ouvrière indépendante, basée sur un programme révolutionnaire pour toute l'Europe.
27. L'offensive impérialiste passe par la destruction des acquis ouvriers dans les métropoles impérialistes. La mise en concurrence des travailleurs à l'échelle régionale puis mondiale peut faire chuter les salaires, direct et indirect, et augmenter la plus-value, absolue et relative, en profitant de « coûts salariaux » bas avec d'une haute qualification. Le « plombier polonais » qui a servi de marionnette à Fritz Bolkestein lors du référendum en France est exactement cela : un travailleur qualifié dont le salaire est 20% de celui de son homologue français, mais quatre fois celui d'un éventuel plombier chinois.
28. Dans la même perspective, le salaire indirect et la protection sociale ont vocation à être assurés par des organismes privés à destination de ceux qui auront encore les moyens de se les payer. Quand l'OMC et l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement Economique) proclament l'éducation et la santé « marchés du XXIème siècle », ils s'apprêtent à effectuer des coupes sombres dans les dépenses publiques et à augmenter les profits gigantesques que les spéculateurs peuvent attendre d'une privatisation de ces secteurs. Il en va de même de l'ensemble des services publics.

## **29. L'aspect spécifiquement européen de cette offensive**

30. L'Union européenne est la structure institutionnelle mise en place par les principales bourgeoisies européennes pour attaquer les travailleurs du continent. Le continent européen, berceau du capitalisme, compte plusieurs puissances impérialistes qui se sont affrontées militairement jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. L'Allemagne, le Royaume-Uni et la France sont les impérialismes dominants en Europe. La bourgeoisie ayant une conscience de classe « pour soi », les classes dominantes de ces trois Etats ont, à l'issue de la seconde guerre mondiale, compris la nécessité d'élaborer un programme commun contre la classe ouvrière européenne.
31. L'UE fonctionne comme un conglomérat d'Etats bourgeois liés par un ensemble de traités. Le traité constitutionnel, dit simplifié, qui a remplacé celui rejeté par les travailleurs et la jeunesse de France et des Pays-Bas, vise à mettre en conformité avec la légalité bourgeoise les décisions issues des traités antérieurs. Après le Krach financier dû à la crise des subprimes aux USA, qui a impliqué les principales banques européennes, le nouvel élan donné à la construction institutionnelle de l'Europe est également le moyen pour les bourgeoisies européennes de conduire une nouvelle offensive contre le coût du travail en Europe. L'objectif des forces sociales soutenant le « traité constitutionnel » est de constitutionnaliser tous les éléments favorables aux capitalistes tout en criminalisant toute action syndicale ou politique en opposition avec le « principe » de « l'économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée. ».
32. Dans ce sens, l'ensemble des organisations de la deuxième internationale ont activement participé aux plans définis au sein de l'UE. Les gouvernements Schröder en Allemagne, Blair au Royaume-Uni, Jospin en France, Prodi en Italie et Zapatero en Espagne ont été les principaux artisans de la libéralisation des économies européennes. La sociale-démocratie, par son appui à la construction de l'Union Européenne, est irrémédiablement passée dans le camp des bourgeoisies. Son contrôle des principales centrales syndicales en a fait l'outil privilégié des bourgeoisies pour faire passer ses contre-réformes auprès des masses. L'intégration des directions syndicales, par la Confédération Européenne des Syndicats (CES), à l'appareil institutionnel européen marque également un saut qualitatif dans le ralliement définitif de la social-démocratie à la bourgeoisie.
33. Malgré le fait que l'UE ait été construite de concert par les bourgeoisies européennes, elle n'en demeure pas moins l'arène des luttes entre les différents impérialistes qui la constituent. C'est pourquoi l'Union Européenne a été placée sous la direction d'une commission restreinte, la commission Européenne, qui permet, en limitant le cadre démocratique bourgeois, d'éviter un blocage total des institutions par les querelles entre les différentes bourgeoisies.

34. Le nombre des « conceptions » de l'Europe, d'un point de vue bourgeois, suffit à montrer l'ampleur des contradictions : grand marché - atlantiste ou non - ou puissance politique et militaire. Dans cette optique, fédération ou confédération, dans quelles frontières, avec ou sans la Turquie (traité méditerranéen ?), avec quel type de relations avec les USA et l'OTAN, et, dans tous les cas un problème majeur : la source de la souveraineté, l'ampleur de l'abandon de souveraineté nécessaire des Etats membres au profit de l'UE.
35. L'explication de cet affrontement autour de la définition bourgeoise de l'UE réside dans sa principale contradiction : le capital garde une base nationale, chaque bourgeoisie nationale, chaque Etat membre, voulant garder le maximum de ses prérogatives, voulant conserver sa police, son appareil judiciaire, son régime fiscal, son armée, voire sa monnaie et même parfois ses frontières... Bref, tout ce qui est le centre de l'appareil d'Etat, ses fonctions régaliennes. En conséquence, chaque Etat membre abandonne le moins de souveraineté possible à l'UE. Parallèlement au renforcement des caractères bonapartistes des Etats bourgeois européens, la région devient la localité économique la plus immédiatement rentable pour les capitalistes.
36. Les instruments essentiels de cette politique, présents dès l'origine de la CEE, en 1957, mais considérablement renforcés avec l'Acte unique, Maastricht et le traité constitutionnel sont la concurrence fiscale et l'« Europe des régions ». A travers la décentralisation et s'appuyant sur le « principe de subsidiarité », l'UE impulse une politique de mise en concurrence effrénée des collectivités locales. Tout cela dans le double but d'amener les états membres à s'engager dans une dynamique de baisse des impôts et taxes et de s'assurer que les fonds publics n'aient comme destination que les poches des spéculateurs.
37. Pour l'UE, il s'agit aussi de faire des économies d'échelles en mutualisant les infrastructures et de financer des grands projets conformes aux attentes capitalistes. C'est à ce titre qu'a été mise en place une politique de « régions européennes » transfrontalières dont la « Grande Région » était le précurseur intégrant la Sarre, la Lorraine, le Luxembourg, la Rhénanie-Palatinat, la Région wallonne et la Communauté germanophone de Belgique !
38. L'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée réunissant le Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, la Catalogne, l'Aragon, et les Iles Baléares a été créée dans le même but en 2004.
39. En outre, le Portugal, par exemple, a été contraint de se régionaliser ! Résultat de cette politique : des régions qui s'affrontent pour obtenir des « aides » européennes, pour « attirer » les investisseurs et « créer des emplois », bref multiplier les délocalisations, en faisant valoir leurs « avantages » locaux à coup de dumping social et de subventions déguisées.
40. Le Comité des régions est une des institutions créées par le Traité de Maastricht. Ce comité acquiert aux termes du « mini-traité » qui se substitue à la « constitution européenne » avortée, le statut d'une sorte de sénat. Est-il besoin de préciser que cette politique a le soutien du très atlantiste Conseil de l'Europe qui regroupe à peu près tous les états du continent ?
41. Le renforcement des Länder, l'autonomisation des régions espagnoles, l'« indépendance » de l'Ecosse au sein du Royaume Uni sont autant d'indices de construction de régions susceptibles de devenir des pôles de concentration des capitaux. L'objectif étant la baisse immédiate du coût du travail induit par la mise en concurrence des travailleurs, par la libéralisation des services publics, par la reconversion économique de régions dites « sinistrées » (Ardennes, Italie du Sud, Ecosse).
42. Double intérêt puisque politiquement, la région permet à la bourgeoisie de tenter de dompter des revendications nationales légitimes. Le soi-disant respect des identités culturelles au sein de l'Europe des régions est ainsi donnée en gage aux directions nationalistes petites-bourgeoises, avec des subventions, pour qu'elles s'intègrent pleinement dans l'Union Européenne sur la base d'une logique de concurrence acharnée.
43. Dans ce contexte, la question nationale élaborée par Marx, Engels, Lénine et Trotsky à l'occasion de multiples débats polémiques, exige, avec plus d'acuité encore en Europe aujourd'hui, une dénonciation intransigeante des directions nationalistes petites-bourgeoises prêtes aux concessions avec l'impérialisme. Ce processus nécessite également une claire compréhension de la part des marxistes de ce que signifie la formulation de Lénine selon laquelle l'indépendance complète des nations opprimées ne peut être obtenue que par le renversement du capitalisme et par la dictature révolutionnaire du prolétariat, dans sa lutte pour le socialisme. Sans ce renversement, sans cette lutte, il n'y a qu'une indépendance illusoire « incomplète », comme peuvent l'être « l'autonomie culturelle », ou pire encore, le rôle rentable de sous-traitant économique et social au sein de l'UE.
44. Aussi la lutte pour l'indépendance ne peut être que la lutte pour la séparation de la nation opprimée de la nation opprimente. Cette revendication de l'ordre de la démocratie politique, est soutenue par les marxistes. L'unité du prolétariat « des deux côtés » est décisive pour la satisfaction de cette revendication, mais aussi, (mais surtout !) parce que la lutte pour la séparation doit être mise en relation avec la lutte pour le renversement du capitalisme. A l'époque de l'impérialisme, la lutte pour la séparation est plus que jamais un levier pour le renversement de la bourgeoisie et de son appareil Etat. Elle ne doit pas être l'ombre après laquelle courent les marxistes, laissant ainsi échapper leur proie : la révolution socialiste.
45. Ce n'est pas un hasard si par exemple la LCR, section française du Secrétariat Unifié, soutient jusqu'à la caricature toutes les formes de régionalisme comme on a pu le constater à l'occasion des élections régionales de 2004 ou lors du référendum sur le traité européen en 2005.

46. De même, la lutte pour la séparation ne peut pas être un substitut qui exonérerait nos partis de mener la lutte pour en finir avec les monarchies qui dominent encore beaucoup de pays d'Europe. Ce sont autant de combats qui doivent être de puissants boucliers pour en finir avec l'impérialisme.
47. Enfin, on ne peut pas mettre sur le même plan, l'Irlande, la Catalogne, l'Euskadi ou même, éventuellement, la Corse d'une part, la revendication autonomiste bretonne agitée souvent par des monarchistes, les autonomistes alsaciens ou « savoisiens » d'autre part ou encore la réactionnaire « Padanie » de la Ligue du nord, en Italie ou les revendications du Vlaams Belang et de son pendant Wallon en Belgique
48. Trouve-t-on, dans tous les cas énumérés la revendication de séparation d'une nation opprimée ? Sous le « droit à l'autodétermination », n'y a-t-il pas parfois la revendication de « l'autonomie culturelle » en relation avec cette Europe chrétienne nostalgique du Saint-Empire Romain-Germanique ? Pire : ne trouve-t-on pas aussi parfois la tentative de la bourgeoisie de faire pression sur des régions entières qui lui coûtent cher en terme de dépenses sociales ? Dans ces deux dernières variantes, les objectifs des « autonomistes » coïncident parfaitement avec la conception de l'UE capitaliste.
49. En conséquence, doit-on par principe soutenir toutes ces revendications ? Non. Là où il y a nation opprimée, nous devons soutenir le droit à la séparation de cette nation, nous devons lier cette revendication à la lutte pour en finir avec le système capitaliste. Là où il n'y a pas de nation opprimée, nous devons dénoncer ces revendications comme relevant du nationalisme le plus réactionnaire ou tout simplement de l'escroquerie politique.
50. Le régionalisme doit se comprendre suivant l'analyse marxiste du développement des forces productives au sein des rapports de productions de la bourgeoisie. Validant le diagnostic de Trotsky de 1938 : « les forces productives ont cessé croître », la bourgeoisie cherche à surmonter les limites du mode de production capitaliste, notamment l'assise nationale du capital, sans avoir pour autant les moyens de la dépasser.
51. L'ensemble des traités n'a eu comme objectif que la précarisation des travailleurs et de la jeunesse et la consolidation des prérogatives des capitalistes avec la libre circulation des capitaux, le marché unique et la fameuse « concurrence libre et non faussée » qui aboutit en toute logique au renforcement des monopoles. Dans cette optique, les travailleurs n'ont d'autre perspective que la course à la misère pour espérer obtenir un emploi. Tout comme les ouvriers, les paysans et les pêcheurs sont victimes d'une course à la concentration qui multiplie les faillites de petits producteurs prolétariés.
52. Cette politique s'étend en Europe au delà de l'UE qui multiplie les exigences envers les pays candidats à l'adhésion, comme par exemple la Turquie, soumise à des conditions draconiennes ou même vexatoires. Elle n'hésite pas non plus à imposer ses normes et critères à des pays non membres comme la Suisse, la Norvège, l'Islande, et le Liechtenstein, vestiges de l'AELE (Association Européenne de Libre Echange). L'UE s'érige aussi en juge suprême et en donneuse de leçons « démocratiques » vis à vis de pays qu'elle regarde avec condescendance, paternalisme, arrogance et convoitise, comme la Biélorussie, la Serbie ou l'Ukraine.
53. Cette politique ne s'arrête pas non plus aux frontières de l'Europe comme continent. De nombreux pays de l'UE sont d'anciennes métropoles d'empires coloniaux, souvent constitués à l'époque de l'expansion du système capitaliste, du XVème au XIXème siècle (Royaume-uni, Espagne, France, Portugal, Pays-Bas, Belgique) ou plus tardivement dans le cadre du partage impérialiste du monde et plus particulièrement de l'Afrique (Allemagne, Italie).
54. Si certains d'entre eux possèdent encore des colonies déguisées sous un statut de plus ou moins grande autonomie, tous ont conservé, avec leurs ex-colonies, des liens de domination plus ou moins importants et ne se gênent pas pour intervenir directement et ouvertement, y compris militairement, dans des pays censés être indépendants.
55. Ces liens de domination persistants sont la conséquence de la plus ou moins grande détermination de la lutte pour l'indépendance et de l'époque à laquelle a eu lieu cette indépendance. Mais, dans tous les cas, le système impérialiste maintient ces pays dans un statut colonial ou semi colonial.
56. L'UE intègre ces rapports de domination. Depuis 1975, les accords « Afrique-Caraïbe-Pacifique » (ACP) dits « accords de Lomé », organisent avec la CEE d'alors la « bonne entente » capitaliste des puissances coloniales avec leurs colonies et semi-colonies, mais, ce qui n'est pas la moindre des contradictions, ces colonies et semi colonies continuent à être directement soumises à leur « métropole » et non à l'UE. Ceci n'empêche pas cette dernière d'intervenir brutalement en tant que telle, notamment dans le « contrôle des flux migratoires » de ses frontières, conformément aux accords de Schengen. L'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (FRONTEX) est un instrument décisif dans ce sens, car elle se permet de monter des opérations de surveillance côtière dans les eaux du Sénégal ou de la Mauritanie.
57. Les intérêts en jeu sont immenses et l'UE agit de plus en plus souvent en intermédiaire, en prestataire de services représentant les états membres, permettant aux multinationales d'origine européenne de défendre leurs intérêts à une échelle globale ou régionale tout en essayant de ménager les susceptibilités (et les intérêts contradictoires) des états membres comme le montre par exemple les tentatives d'une ZLEA bis<sup>2</sup> entre l'UE et l'Amérique du sud.
58. Ceci est très visible dans le domaine du commerce mais aussi dans le domaine militaire : à l'extérieur, l'UE agit comme un cartel d'Etats, plutôt que comme un véritable « impérialisme européen » intégré et unifié.

---

2 Zone de Libre Echange des Amériques ou ALCA ou FTAA

59. Le capital européen comme ensemble unifié n'existe pas, malgré les tentatives dans le domaine de l'aéronautique et de l'espace, les échecs sont patents dans le domaine déterminant de l'armement ou d'autres secteurs où, par exemple, les USA pèsent de tout leur poids !
60. Le bras de fer récurrent autour de la direction « franco-allemande » de la firme « européenne » EADS, de même que les grandes manœuvres dans l'électronique, la chimie-pharmacie, l'automobile, le gaz et l'électricité viennent rappeler régulièrement que les états membres conservent un rôle déterminant et soutiennent leurs capitalistes. Les fusions autour de l'énergie, par exemple, ont créé un véritable affrontement entre plusieurs états membres autour des projets E.ON-Endesa ou GdF-Suez-Enel, avec le russe Gazprom en embuscade. Ceci illustre bien les conflits d'intérêts qui minent l'UE.
61. Ainsi il existe des multinationales issues de la plupart des pays d'Europe avec des alliances de capital plus ou moins large au sein de l'UE et, surtout, à l'extérieur de l'UE. Existe-t-il à l'heure actuelle une seule transnationale « européenne » ? Non. L'affaire de la fusion des sociétés de bourse EURONEXT et NYSE ( New York Stock Exchange) d'une part, LSE (London Stock Exchange) et NASDAQ<sup>3</sup> d'autre part, illustre bien cette absence d'un réel capital européen, y compris à ce niveau !
62. Les effets de l'effondrement du Mur de Berlin, les désaccords entre les Etats membres et entre différents secteurs de la bourgeoisie sur le rôle de l'UE, ses institutions et ses frontières, l'absence d'une véritable politique de « capital européen » et donc d'une bourgeoisie européenne, tout concourt à l'approfondissement de la crise politique et institutionnelle de l'UE, mais le véritable danger pour l'ordre en place réside dans un aiguisement de la lutte des classes, les directives prises en application des « revendications » du capital ayant l'effet contradictoire d'unifier la riposte des travailleurs à l'échelle du continent.

### **63. La riposte des masses au sein de l'UE**

64. Les recommandations de l'OCDE n'y font rien. Malgré une concertation entre les gouvernements pour éviter d'imposer les contre-réformes en même temps dans des pays proches, les mobilisations se multiplient et se radicalisent dans l'ensemble de l'UE, touchant des secteurs de plus en plus larges de la classe ouvrière. La volonté affichée à Lisbonne de faire reculer les « coûts salariaux », d'accélérer les privatisations dans les domaines de la protection sociale, de la santé et de l'éducation, touche au cœur des conquêtes ouvrières et démocratiques de la plupart des pays d'Europe. Il est donc inévitable que la montée de la lutte des classes à échelle internationale se reflète au niveau européen, c'est ce qui s'est passé ces dernières années.
65. En Allemagne, la réélection du SPD (Parti Social Démocrate) en 2002 a été essentiellement due à son refus de s'engager en Irak aux côtés de Bush et de Blair. Cependant sur le plan social sa politique, à l'image de celle de ces « partenaires » européens, s'est concentrée sur l'augmentation du temps de travail et sur le gel des salaires. Dans cette période l'Allemagne culminera en 2005 à 4,7 millions de chômeurs.
66. La lutte des classes s'aiguise après l'adoption de l'Agenda 2010 par le gouvernement SPD-Verts planifiant une attaque généralisée contre l'assurance chômage, la retraite et la santé. Les grèves se sont multipliées dans la métallurgie, dans l'automobile, dans les grands magasins. Pour la première fois depuis 30 ans, on a vu apparaître des « grèves sauvages », comme chez Opel en 2004, contre la direction du SPD de l'IG-Metall, ligotée par le système de cogestion qu'elle a mis en place et qui vise à limiter la capacité d'action des travailleurs dans ce pays.
67. Le niveau des mobilisations a atteint des niveaux jamais vus depuis la chute d'Hitler. Les travailleurs des länder de l'Est renouent avec les manifestations hebdomadaires, contre le projet « Hartz 4 » cette fois. Les appareils ont du mal à contenir la mobilisation qui monte et la pression des travailleurs fait entrer en crise tour à tour le DGB (la centrale syndicale majoritaire) et le SPD (parti social démocrate). Des craquements se manifestent dans l'appareil qui quitte son ancien secrétaire général, O. Lafontaine. Un nouveau regroupement centriste se constitue d'abord sous la forme d'un front électoral entre le WASG de Lafontaine et le PDS (ex-PC de RDA) de Gysi et aboutit à la création du Linkspartei.
68. Les élections de 2005 révèlent l'ampleur de la crise politique et aboutissent à la création laborieuse d'une « grande coalition » entre le SPD et la CDU-CSU avec A. Merkel comme chancelière, le Linkspartei atteint 8,7% (25 à 35% dans les Länder de l'Est).
69. Malgré le cadenas de la « grande coalition », les grèves s'étendent en 2006 (éboueurs, services de déneigement, hôpitaux) et se durcissent avec 3 mois de conflit chez les fonctionnaires régionaux. L'appareil de Ver.di est contraint d'appuyer une grève partie de la base. Depuis 1990, 2,2 millions d'emplois ont été supprimés ou « externalisés » dans les services publics.
70. En juin, le DGB tient son congrès en crise et sa vice-présidente, opposée à la remise en cause des acquis sociaux est reconduite avec 43% malgré l'opposition d'une grande partie de l'appareil.
71. Au cours de l'année 2007, le Linkspartei de Lafontaine et de Gysi fait son entrée dans les parlements régionaux de Länder de l'Ouest lors d'élections régionales partielles. A chaque fois, ce parti obtient entre 5 et 10 % des voix,

---

<sup>3</sup> Ces tentatives de fusion ont été initiées par la partie étasunienne (NYSE ou NASDAQ) qui cherche à contourner les « limitations » mises à certaines pratiques spéculatives aux USA, suite à l'affaire ENRON. Une alliance européenne serait le moyen d'y parvenir ! Sans commentaire...

confirmant sur le terrain déformé des élections le rejet de plus en plus grand du SPD par les travailleurs.

72. L'année 2007 est également marquée par le très dur conflit des conducteurs de trains allemands. Après plusieurs grèves d'une ampleur jamais vue depuis la deuxième guerre mondiale, le syndicat GDL obtient une augmentation des salaires de 13%, une réduction hebdomadaire du temps de travail et une convention collective propre. Cet dernier élément remet en cause le « compromis historique » qui régissait les relations sociales entre les syndicats et le patronat depuis la deuxième guerre mondiale en Allemagne. Dans le même temps plusieurs ruptures sur la gauche de la centrale syndicale DGB se produisent, sans toutefois déboucher pour le moment vers une nouvelle alternative syndicale.
73. **En Espagne**, la lutte des classes revêt des aspects spécifiques avec l'obligation de défendre l'indépendance de la classe ouvrière et son unité à l'échelle de l'ensemble de l'état espagnol. Cette approche nécessite une prise en compte très fine de la question nationale avec les nouvelles contradictions que peut engendrer la politique européenne des régions et le cadre d'une monarchie très particulière de par sa place et son origine. La solution de cette équation très complexe est déterminante pour la vie ou la mort du parti en Espagne. Elle impliquera fort probablement de « nager contre le courant », en Catalogne et en Euskadi par exemple.
74. **En Italie**, les années Berlusconi ont été celles d'une profonde réaction. Jamais en Italie depuis la chute de la dictature fasciste un homme n'aura concentré autant de pouvoir. Milliardaire (37ème fortune du monde, 12ème d'Europe, 1ère d'Italie), contrôlant une grande partie des médias, possédant un empire financier considérable et, dans le même temps, Premier ministre.
75. Juge et partie, il ne s'est jamais privé de débordements en tous genres et dans tous les domaines, n'hésitant pas à modifier la loi chaque fois qu'un juge était sur ses traces pour mettre fin aux poursuites. Personnellement, il est la démonstration de ce que la « séparation des pouvoirs » et la « démocratie » à l'époque de l'impérialisme sont un leurre et se réduisent au pouvoir des multinationales.
76. L'arrivée au pouvoir d'un tel individu n'a été possible que par la politique de trahison de son prédécesseur social-démocrate et, contradictoirement, par l'effondrement du système politico-économique promu par l'impérialisme dans ce pays clé dans les années 50.
77. Les gouvernements présidés par Berlusconi ont compté dans leurs rangs du « nouveau » PS italien à « gauche » à la Ligue du nord et aux nostalgiques de Mussolini à l'extrême-droite. C'est ce que la presse bourgeoise qualifie de gouvernement de « centre droit ».
78. La remise en cause des retraites, la volonté d'enfermer les syndicats un « pacte pour l'Italie », l'imposition d'un service minimum dans les services publics s'est heurtée à une mobilisation qui a menacé à plusieurs reprises de déborder les appareils syndicaux.
79. L'engagement du gouvernement Berlusconi dans la guerre en Irak a provoqué une mobilisation populaire gigantesque qui l'a contraint à retirer ses troupes. Comme en Espagne, la guerre en Irak a été l'obstacle sur lequel s'est brisé le représentant direct de la bourgeoisie. Le rejet massif, par référendum, de la réforme constitutionnelle qu'il avait voulu imposer, confirme, quelques semaines après son départ, l'ampleur de son impopularité. Cette constitution aurait instauré une fédération avec un sénat aux pouvoirs renforcés et un président du conseil aux pouvoirs étendus, élu au suffrage direct.
80. L'arrivée au pouvoir de Prodi a été l'élection par défaut d'un ancien Président de la Commission de l'UE, un « atlantiste de gauche » qui va tenter d'imposer les contre réformes berlusconiennes sur la base d'une coalition hétéroclite de « centre-gauche ». Cette coalition s'étend de la démocratie chrétienne à Rifondazione Comunista, dont fait partie Sinistra Critica, l'organisation italienne du Secrétariat Unifié. L'arrivée de Prodi au pouvoir correspond également à une recomposition du paysage politique italien avec la création du Parti Démocrate, qui est la fusion des héritiers du PCI et de la démocratie chrétienne.
81. Une fois au pouvoir, Prodi mène la même politique de destruction des conquêtes ouvrières que son prédécesseur. Il doit faire face à deux nombreuses mobilisations des travailleurs. Reposant sur une trop courte majorité, il est obligé de démissionner en février 2008.
82. **En France**, on assiste à une montée à peu près ininterrompue depuis la mobilisation contre le CIP (Contrat d'Insertion Professionnelle) et à Air France en 1993. La grève de 1995, la mobilisation des sans papiers en 1996, puis la grève de 2003, les émeutes de 2005, la mobilisation contre le CPE en 2006 et la grève des travailleurs de la SNCF et de la RATP en 2007 ont vu à chaque fois s'approfondir et s'élargir un mouvement de la classe ouvrière et de la jeunesse contre une politique qui vise à la défaire pour imposer le diktat du capital.
83. Année après année, scrutin après scrutin, les gouvernements passent, chassés par le mécontentement et la colère populaire sur fond d'une abstention de masse, consciente. Une « majorité » parlementaire chasse l'autre, parvenant au pouvoir par défaut, par rejet de la précédente. Les institutions de la Vème République sont aujourd'hui minées.
84. L'élection de Chirac, avec 82% (!) en 2002, après un appel honteux du RPR/UMP à la LCR à « faire barrage à Le Pen » a provoqué en retour, en quelques mois, un rejet massif de la politique pratiquée par Raffarin puis par de Villepin.
85. Le rejet de la « constitution européenne » en 2005, s'est fait contre les partis ensemble ultra-majoritaires au parlement

(UMP, UDF et un PS divisé). Il s'est fait contre le MEDEF et contre la CFDT qui avaient apporté leur soutien au projet, mais surtout, il s'est fait contre le secrétaire général de la CGT, désavoué sur cette question par le CCN (le « parlement » du syndicat) se prononçant contre la constitution à travers un amendement adopté à 81% !

86. Fin 2005, face à l'explosion de la jeunesse en butte au chômage et à la répression, le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy proclame l'état d'urgence sur la base d'un texte de 1955 qui s'intitule : « Loi instituant un état d'urgence et en déclarant l'application en Algérie. »... Au plus fort des émeutes, 57 compagnies de CRS sur 60 seront engagées.
87. Dès lors, la stratégie, mise en place par l'UMP, le PS et d'autres, visait à empêcher toute manifestation ou grève, et à cadrer tout débat dans la perspective de l'élection présidentielle de 2007.
88. Sur ce plan, l'élection de Nicolas Sarkozy n'a pas changé la situation. Le nouveau président et son gouvernement essaient de tout faire passer en force et de liquider ce qu'il reste des conquêtes ouvrières et des droits démocratiques: liquidation des régimes spéciaux de retraite, du code du travail, de la sécurité sociale, de l'enseignement public, remise en cause du droit de grève, chasse aux immigrés etc... En réaction la classe ouvrière cherche, en l'absence, d'une alternative politique et syndicale les voies de l'offensive. Les conflits sociaux se multiplient, il y a de plus en plus de grèves pour l'augmentation des salaires et pour l'amélioration des conditions de travail, comme à Air France, dans la grande distribution, et dans de très nombreux secteurs de l'industrie.
89. Dans ce pays, « en haut » on ne peut plus gouverner comme avant, « en bas » on ne veut plus être gouverné comme avant, le barrage mis en place par les appareils contre-révolutionnaires a réussi à contenir le déferlement des plus larges masses, mais rien n'est réglé.
90. On pourrait aussi aborder d'autres mobilisations comme celle des retraités en **Grande Bretagne**, retraités qui sont aujourd'hui victimes de l'escroquerie des fonds de pension pourtant toujours cités en exemple dans les autres pays. En **Grèce**, où les étudiants ont tenu la rue pendant plusieurs semaines avec une très grande détermination contre la privatisation des universités. Au **Portugal**, où les plus importantes manifestations depuis la révolution de 1974 ont eu lieu contre la politique du gouvernement PS de J. Socrates. Dans plusieurs pays d'**Europe de l'Est** entrés dans l'UE en 2004, les manifestations se sont multipliées contre les politiques de leurs gouvernements respectifs et la liquidation des services publics et des droits ouvriers.
91. En réalité, l'ensemble de l'Europe est en crise, et ce malgré la volonté des dirigeants politiques de l'ensemble des pays qui cherchent à faire passer en force le nouveau traité européen (traité qui reprend dans les grandes lignes le projet de constitution rejeté par les jeunes et les travailleurs Français et Néerlandais en 2005). L'UE est concernée par des mobilisations d'ampleur, alors qu'à l'est du continent les privatisations ont produit près de deux décennies de ravages, entraînant un rejet généralisé des partis liés de près ou de loin à cette politique et qui débouche sur une crise de représentation explosive.

## **92. Les obstacles au mouvement révolutionnaire des masses du continent**

93. Les staliniens ont joué un rôle déterminant dans la trahison de la classe ouvrière. En Europe de l'Est, sous une forme « rénovée » ou non, ils ont été pendant une période, de toutes les coalitions qui ont conduit les privatisations et parfois en ont été le centre, comme en Pologne par exemple. Mais il est significatif de remarquer que la plupart du temps, ils se sont rebaptisés et ont intégré l'internationale socialiste.
94. En revanche, en Europe de l'Ouest, même si la social-démocratisation des partis staliniens progresse rapidement, il existe encore des partis officiellement « communistes ». Du fait de la place de ces partis et des liens qu'ils ont avec des centrales syndicales de masse, ainsi que qu'en raison de leur appui ou de leur participation avec tel ou tel gouvernement de front populaire, ils sont tous en crise, et considérablement affaiblis.
95. On peut affirmer que ces partis vivent une crise terminale et que les forces centrifuges sont en train de l'emporter. La question de leur emprise sur la classe ouvrière, comme partis dirigeants, est posée dans tous les pays où ils ont encore une influence. Une politique révolutionnaire conséquente se doit de leur contester ce rôle dirigeant, à travers la construction de partis révolutionnaires de masse.
96. La social-démocratie porte aujourd'hui l'essentiel de la politique contre révolutionnaire dans le mouvement ouvrier. Son ralliement honteux, sous le vocable de « social-libéralisme » ou blairisme, au capitalisme dans sa forme ultra libérale, confirme amplement, s'il était nécessaire, le jugement de Lénine en 1914.
97. Très rares sont les militants se revendiquant sociaux-démocrates qui prétendent se situer sur une ligne de rupture avec le capitalisme. En creusant un peu on s'aperçoit vite qu'ils contestent plutôt le « libéralisme » dont ils redoutent les excès et prétendent vouloir le « domestiquer ».
98. Les conséquences politiques et économiques de la chute du mur de Berlin ont amené à reconsidérer la caractérisation de la social-démocratie de parti ouvrier-bourgeois à parti bourgeois. La politique menée par ces partis, lorsqu'ils assument le pouvoir, démontre cet affirmation : ils sont les défenseurs de l'ordre bourgeois et impérialiste au même titre que les partis « traditionnellement » bourgeois. La référence de plus en plus formelle et ténue au « socialisme » comme une forme « sociale » du capitalisme les a amenés à formuler des projets comme l'« économie sociale de marché ». Ainsi il n'est plus question de l'utopie des réformes pour arriver au socialisme, mais d'une autre utopie tout aussi criminelle, qui consisterait à « domestiquer » le capitalisme considéré comme un horizon indépassable dans l'histoire de l'humanité.

99. Le SU (Secrétariat Unifié) s'était illustré dans son soutien au FSLN (Front Sandiniste de Libération Nationale) nicaraguayen contre les trotskystes de la Brigade Simon Bolivar en 1979. Aujourd'hui ses militants participent à des gouvernements comme celui de Lula au Brésil et n'excluent pas en principe de participer à un gouvernement d'union de la gauche renouée en France. D'ailleurs, dans ce pays, la section du SU a abandonné les références à la dictature du prolétariat et au centralisme démocratique. Les pressions de la démocratie sur la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) sont de plus en plus efficaces, comme cela a été constaté lors du dernier congrès de cette organisation.
100. Le ralliement du SU à l'altermondialisme et son combat pour « la démocratie jusqu'au bout » font que, de reniement en reniement, il évolue lui aussi vers une social-démocratisation, et aspire à occuper l'espace laissé vacant à gauche par les anciens partis sociaux-démocrates. Après avoir abandonné officiellement le centralisme démocratique et la dictature du prolétariat, il parle désormais de « socialisme de XXI<sup>e</sup> siècle », qui reste à définir. Ces éléments entérinent l'abandon de la perspective du socialisme par le SU. Dans ce contexte, ses différentes sections nationales, en particulier celles qui ont un poids relativement important comme par exemple en France ou au Portugal, constituent de véritables obstacles pour la construction de partis révolutionnaires internationalistes pour le socialisme.
101. La Confédération Européenne des Syndicats (CES) est tout sauf une confédération européenne de syndicats. Elle participe à la rédaction des projets de directives européennes, aux côtés de son équivalent patronal, l'UNICE, dans le cadre du Conseil Economique et Social Européen (CESE).
102. C'est un organisme de cogestion, de collaboration de classes, qui approuve les politiques de privatisations et s'est bruyamment prononcé en faveur du « traité constitutionnel » pro-capitaliste. L'action « syndicale » de la CES se borne à coordonner des « journées d'actions » européennes sans lendemain. Elle est un obstacle à la mobilisation et impulse une politique de normalisation de ses organisations nationales qui sont contraintes à fusionner et amenées à jouer le même rôle dans chaque pays.
103. L'UE en crise, la classe ouvrière qui résiste et cherche la voie de la riposte, les appareils qui se recyclent et tentent de construire de nouveaux barrages à la mobilisation révolutionnaire des masses : l'espace politique existe pour lever une alternative révolutionnaire pour le socialisme.

#### **104. Un autre monde, socialiste, est possible.**

105. Il ne suffit pas de proclamer qu'un autre monde est possible. Dans le cadre du système capitaliste pourrissant, c'est une dangereuse utopie, une illusion fatale que de considérer qu'il est possible de domestiquer le « capitalisme sauvage ». Depuis longtemps, et justement parce que les forces productives ont cessé de croître, la seule alternative au capitalisme, c'est le socialisme, c'est-à-dire la propriété collective des moyens de production et d'échange, la construction d'un Etat ouvrier à l'échelle du monde.
106. Non seulement un autre monde, socialiste, est possible, mais c'est la seule issue à la crise de civilisation que traverse l'humanité. Sans cette issue, l'enfoncement dans la barbarie est la voie par laquelle l'impérialisme va tenter de surmonter ses propres contradictions, qui sont en réalité insurmontables !
107. C'est la raison pour laquelle nous formulons à l'échelle du monde et donc aussi pour l'UE, une politique de rupture avec le capitalisme, une politique de mobilisation permanente des masses autour de mots d'ordre de transition en vue de la prise du pouvoir par les travailleurs. En ce qui concerne l'Europe, notre mot d'ordre central doit être celui d'Etats-Unis socialistes d'Europe, seule alternative crédible à l'UE capitaliste et impérialiste.
108. Pour mener ce combat, la classe ouvrière doit être dotée d'organisations indépendantes défendant de façon intransigeante ses intérêts et ses principes en commençant par l'indépendance par rapport à l'Etat et aux organisations bourgeoises, patronales et religieuses notamment.
109. Il est évident que la CES n'est pas la représentation syndicale dont les travailleurs ont besoin à l'échelle de l'Europe. Seule une Centrale Unique des Travailleurs (CUT) sur une base de lutte des classes dans chaque pays et confédérée à l'échelle européenne pourrait oeuvrer dans l'intérêt des travailleurs.
110. Il importe désormais de se battre pour que les militants, secteurs et organisations syndicales qui prétendent lutter sur une base d'indépendance et de lutte des classes rompent avec la CES et s'engagent dans la voie d'une alternative à celle-ci dans le cadre d'un nouveau regroupement.
111. Dans le même esprit, il est aussi évident que les organisations de jeunesse sont pour la plupart des freins à la mobilisation des lycéens des étudiants et des jeunes travailleurs. Et ceci pour une raison simple : elles sont presque toutes des émanations de la social-démocratie, du stalinisme ou de l'Eglise !
112. Les mobilisations de la dernière période chez les lycéens et étudiants mais aussi chez ceux qui sont frappés par un chômage de masse, montrent la nécessité et la possibilité d'une organisation de jeunesse à l'échelle de l'Europe en relation avec un syndicalisme ouvrier indépendant.
113. Maintenant, ouvrir de telles perspectives et avancer les mots d'ordre en conséquence, impose de reconstruire dans ce même mouvement une internationale révolutionnaire, qui, pour nous militants de la Ligue Internationale des Travailleurs, est la Quatrième Internationale, avec des sections dans chaque pays.
114. Dans cette optique, il nous apparaît nécessaire de poser les bases d'une plate-forme d'action pour l'UE, conformément

aux « vieux » mots d'ordre : le pain, la paix, la liberté !

## **115. Pour une action commune des sections de la LIT-QI en Europe**

116. Le contenu européen des attaques et l'ampleur de celles-ci pose la nécessité vitale pour nous, sections européennes de la Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale, d'agir conjointement afin de coordonner et d'unifier les mobilisations, de donner aux travailleurs et à la jeunesse une véritable perspective révolutionnaire à l'échelle européenne et mondiale. Une tâche pour les sections européennes de la LIT-QI est donc de promouvoir des initiatives de lutte qui aillent dans ce sens, même si dans un premier temps ces sections sont modestes.
117. Pour atteindre cet objectif, les sections européennes doivent se doter d'une plate-forme d'action commune pour l'Europe qui pourrait avancer les revendications qui suivent.
118. La concurrence entre les travailleurs d'Europe est le centre du mécanisme de dumping social et des délocalisations. Ceci concerne le salaire direct comme le salaire indirect, qui est constitué principalement des garanties en santé, en chômage et en retraites, mais aussi des congés payés. Les garanties d'emplois, de salaires et de statuts acquis grâce à la lutte des travailleurs doivent être alignés sur le plus haut niveau existant en Europe.
119. L'accès de tous aux services publics doit être garanti. L'eau, l'énergie, les communications, les transports publics sont une véritable rente pour capitalistes qui empochent au passage des aides publiques conséquentes. Des sommes faramineuses ont été dépensées pour organiser leur privatisation : L'ensemble des services publics doivent être nationalisés sans indemnités. Une politique de travaux publics pour procurer un logement digne à tous doit être mise en oeuvre avec des entreprises de construction nationalisées.
120. La gratuité de l'éducation et de la santé doivent être effectives. Ces deux secteurs sont considérés comme « marché du XXIème siècle » par l'OMC et l'OCDE. Les projets de privatisation doivent être annulés, tout comme les « partenariats public-privé ». L'enseignement doit être public, laïc, obligatoire et gratuit à tous les niveaux. La santé doit être intégralement nationalisée, sans indemnités.
121. Le droit des femmes à disposer de leur corps n'est pas négociable. Il n'appartient à personne de s'ériger en gardien des moeurs et de la moralité publique. Le droit à la contraception et à l'avortement doit être garanti dans l'ensemble de l'Europe ; l'accès à ce droit doit être gratuit. L'égalité salariale et des droits doivent être réalisées.
122. La bourgeoisie a mené pendant toute une époque la lutte pour le renversement de l'ordre féodal. A l'époque de l'impérialisme, elle s'accommode aisément de vestiges féodaux dans beaucoup de pays, et non des moindres : La monarchie et l'existence d'une religion d'Etat sont de véritables scandales et de réels institutions antidémocratiques qui doivent être renversées. La liberté de conscience doit être garantie partout, l'Etat ne doit pas financer les institutions religieuses, les impôts ou tribunaux ecclésiastiques doivent être abolis.
123. Le combat pour la laïcité doit être un des axes principaux des luttes pour les droits démocratiques et ouvriers. L'histoire de la lutte pour la laïcité est intimement liée à l'histoire du mouvement ouvrier. En ce sens, le combat pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire pour le socialisme est lui aussi lié à la question de la laïcité. Ceci est d'autant plus clair, qu'on observe que le projet politique et économique de l'UE cherche à remettre en cause par tous les bouts la laïcité. Le combat pour la liberté de conscience (et non pour la seule liberté religieuse), le combat pour la stricte séparation des églises et de l'état, le combat contre les cours de morale religieuse, le combat pour qu'aucun financement public n'aille à l'enseignement privé et confessionnel, le combat pour la suppression des impôts religieux doivent être autant de luttes menées par les sections européennes de la LIT.
124. Un second axe de travail conjoint est celui de la jeunesse et de l'éducation, qui se trouve être, face à l'ampleur des attaques, un secteur clé de la mobilisation en Europe. L'éducation publique, gratuite, laïque et obligatoire pour tous est remise en cause, là où elle existe, pour garantir à la bourgeoisie les plus hauts taux de profits.
125. En ce qui concerne l'enseignement secondaire, la mise en place des directives du programme européen PISA a pour conséquence la sélection des élèves dès le secondaire avec la mise en place « d'itinéraires » qui empêchent l'accès à l'enseignement supérieur et met en concurrence les établissements pour une course vers « l'excellence ». Les étudiants, travailleurs en formation, subissent la privatisation de l'enseignement supérieur et la casse de leurs diplômes prévues par le processus européen dit « de Bologne » (1999) et par son application dans tous les états-membres et dont l'objectif est double : offrir en pâture un des derniers secteurs du service public encore non privatisés et casser la reconnaissance des qualifications pour garantir une main d'oeuvre qualifiée au plus bas coût de production.
126. Ce processus achève la mise en concurrence des établissements du supérieur en créant d'une part des pôles universitaires ultra-sélectifs avec des frais d'inscription extrêmement élevés visibles sur le « marché mondial de l'éducation » et d'autre part des centres de professionnalisation dans lesquels sont enseignées des « compétences », non reconnues sur le « marché du travail ». Ceci a pour conséquence immédiate d'aggraver la situation que connaît l'immense majorité des jeunes travailleurs en Europe, soumis à une précarisation sans précédent de leurs conditions de vie et de travail. Les revendications dans ces domaines doivent être les suivantes : Pour une éducation publique gratuite, laïque et obligatoire pour tous, Arrêt immédiat de la mise en application nationale du processus dit « de Bologne » et du programme PISA, Pour de vrais enseignements, de vrais diplômes et de vrais statuts !
127. Les travailleurs doivent être libres de circuler et de s'installer où ils veulent, eux et leur famille. Il n'appartient pas aux états ni au patronat de « choisir » les « bons » immigrés, ni de définir des quotas. Toutes les législations racistes

doivent être abrogées, l'égalité de salaire et le droit de vote doit être garanti à tous, les accords de Schengen doivent être annulés. Les murs de la honte érigés aux frontières de l'Europe doivent disparaître, les pressions sur les gouvernements d'Afrique, essentiellement, doivent cesser.

128. Toutes les troupes de l'UE doivent être retirées, notamment d'Afrique et du Proche orient. Qu'elles agissent sous mandat de l'ONU ou non, et cela concerne aussi bien entendu l'« Eurocorp » déployé au Kosovo et au Congo et l'Eufor au Tchad et en Centrafrique !
129. L'arrêt de toute politique de soutien à l'Etat sioniste création de l'impérialisme, Etat-gendarme au proche et au Moyen-Orient et la dénonciation de tous les accords entre l'UE et Israël, comme de tous les accords entre les états membres et Israël sont des revendications centrales pour la lutte anti-impérialiste et pour le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
130. L'Union Européenne est basée sur une succession de traités capitalistes qui sont la négation des intérêts des travailleurs et des jeunes. La lutte pour l'abrogation de tous les traités capitalistes, à commencer par Maastricht et Schengen est une tâche centrale.
131. L'OTAN est une menace permanente pour la paix du monde et le centre d'un dispositif contre-révolutionnaire tourné contre la mobilisation politique des travailleurs de ce continent. Vu le rôle réactionnaire qu'elle a toujours eue, avant ou après la chute du Mur de Berlin, il est clair que le démantèlement de l'OTAN, de ses bases et de ses réseaux s'impose ainsi que le retrait de toutes les troupes extérieures à l'Europe (USA, Canada...).
132. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit devenir effectif, y compris le droit à la séparation, non seulement des colonies et semi-colonies dominée par un des états membres de l'UE, mais pour toutes les nations opprimées du continent qui doivent pouvoir s'autodéterminer. Mais cette lutte ne pourra aboutir complètement que si elle est menée en relation avec le combat pour le renversement du système capitaliste, pour le socialisme.
133. Le démantèlement de l'Union Européenne est nécessaire pour faire place à une nouvelle union dont les bases existent déjà mais qui étouffent sous l'oppression capitaliste, les Etats Unis Socialistes d'Europe vers une république universelle des conseils ouvriers qui sera l'état ouvrier à l'échelle de la planète.
134. L'ensemble de ces actions en commun doit servir à développer la cohésion entre les différentes sections européennes de la LIT afin d'arriver à ce que l'ensemble des sections **ait une compréhension commune des événements et des tâches**. Cela servira à définir un programme européen avec des mots d'ordre clairs. Ce travail de discussion et d'intervention politique, qui devra chercher à **intégrer l'ensemble des sections européennes de la LIT**, doit permettre d'avancer vers une grande tâche : configurer une direction européenne de la LIT-QI. Cet objectif est incontournable pour arriver à résoudre la crise historique de direction du mouvement ouvrier et à avancer dans la reconstruction de la Quatrième Internationale.

**Groupe Socialiste Internationaliste**

Paris, le 1 Avril 2008